

FRANCE

Retour triomphal de la gauche

Retour de la gauche au pouvoir en France. La victoire d'Hollande (51,67%, même score que Mitterrand en 1981) sur Sarkozy (48, 33%) était attendue. Cette victoire, même avec un écart plus serré que prévu, redonne espoir non seulement aux Français mais aussi aux citoyens européens, minés par la gouvernance et les politiques d'austérité et qui ont vu tant de gouvernements passer à l'extrême droite.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

L'échec du candidat Sarkozy menace fortement l'UMP qui ne sortira certainement pas indemne de cette défaite et tentera de limiter la casse. Gauche et droite sont déjà en ordre de marche pour la nouvelle bataille, celle des législatives qualifiées de 3^e tour par certains ténors de la droite. Le désormais nouveau président appelle les Français à lui assurer une majorité nette aux législatives pour lui éviter la cohabitation. Aucun répit, aucun état de grâce pour Hollande, attendu par les Français mais aussi par les Etats étrangers dont beaucoup se sont empressés de le féliciter ou de l'inviter.

Dans son intervention qui a suivi les résultats, Hollande a demandé à être jugé à l'issue de son mandat sur deux engagements majeurs : justice et jeunesse. «Est-ce que j'ai fait avancer la cause de l'égalité ? Est-ce que ça a été utile pour la jeunesse ?» Ce sont les deux questions qu'Hollande se posera constamment. «Trop de fractures, trop de blessures, trop de coupures ont pu séparer nos concitoyens. C'en est fini. Le premier devoir du président de la République, c'est de rassembler pour relever tous les défis qui nous attendent.» Et c'est peut-être contre la politique développée par Sarkozy d'opposition permanente d'une fraction de la société contre une autre que les Français ont manifesté leur aspiration à un changement profond. Nicolas Sarkozy rejeté pour son style de gouvernance, mais aussi pour sa politique ultralibérale, son bouclier fiscal en faveur de riches de plus en plus riches, et un chômage atteignant les 10% et qui a mis sur le carreau des milliers

de citoyens français et augmenté considérablement le nombre de Français qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté, soit 8 millions de citoyens.

«Je porte toute la responsabilité de cette défaite». C'est le moment fort de l'intervention de Sarkozy dimanche après sa défaite. Mais pouvait-il dire autre chose, lui qui a gouverné sans partage, lui le dénommé «l'hyperprésident» et lui aussi qui sait que dans son camp, les couteaux sont aiguisés et que cette défaite va faire saigner. Le président sortant a ajouté dans son intervention cette certitude : «Je sais ce dont la France a besoin pour tenir dans la tempête. Elle doit se rassembler autour des valeurs qui ont toujours été les siennes.» Il faut vraiment se mettre des œillères pour ne pas voir que c'est précisément le piétinement des valeurs de liberté, d'ouverture sur l'autre, de fraternité qui ont participé à sa chute. Même dans son camp, la droite républicaine, pas l'extrême, lui a suffisamment reproché d'avoir abandonné ces valeurs pour celles de l'exclusion et de la haine de l'autre.

Au lendemain des résultats, les commentaires vont bon train et la droite s'interroge : quelle stratégie adopter pour sauver les meubles et se ménager au moins un groupe aux élections parlementaires. Beaucoup d'hypothèses sont aujourd'hui émises sur ce qui sera retenu par la direction – ou plutôt par toutes les tendances velléitaires de direction de cette formation – vis-à-vis du Front national, dont 50% se sont reportées sur la candidature de Sarkozy.



Photo : DP

Le chef du FN a d'ores et déjà appelé dimanche soir «à se tourner vers les législatives pour faire entendre la voix des patriotes». Mieux encore, et fort de son grand score au premier tour (17,9% des voix, soit 6,5 millions d'électeurs), Marine Le Pen va tenter de déloger l'UMP de sa force d'opposition et reconstruire une droite sous ses couleurs marine. Comment les militants UMP vont réagir à la défaite comme aux tentatives de l'extrême droite logée y compris en son sein ? Les jours à venir nous le diront.

Pour l'heure, le nouveau président a un agenda extrêmement chargé. Il devra d'abord, avant son investiture le 15 mai, constituer son gouvernement qui devra se mettre en ordre de marche pour mettre en œuvre une série de mesures de son programme et qu'il a décliné jusqu'en juin 2013, dont entre autres : l'augmentation de 25% de l'allocation de rentrée scolaire ; l'abrogation de la circulaire Guéant sur les étudiants étrangers ; la mise en place d'une caution solidaire pour permettre aux jeunes d'accéder à la location ; le droit de départ à la retraite à 60 ans pour ceux qui ont cotisé 41,5 annuités ; la publication d'une circulaire sur la lutte contre les

délits de faciès» lors des contrôles. Et enfin, sur le plan international, l'annonce aux partenaires de l'OTAN du retrait des troupes d'Afghanistan d'ici fin 2012.

A l'échelle internationale, le nouveau président a reçu un certain nombre de messages. Barak Obama a été l'un des premiers chefs d'Etat à appeler, dès dimanche, François Hollande pour le féliciter et l'inviter en même temps à le rencontrer à la Maison Blanche avant le Sommet du G8 à Camp David (les 18 et 19 mai). Angela Merkel en a fait de même.

Le premier voyage de F. Hollande sera naturellement en Allemagne. Suivront nombre de rendez-vous que devra assumer le nouveau président : 20 et 21 mai, Sommet de l'OTAN à Chicago ; 18 et 19 juin, Sommet du G20 à Los Cabos au Mexique pour le rééquilibrage de l'économie mondiale (en présence du FMI) et 28 et 29 juin, Conseil européen à Bruxelles. Une série de rencontres durant lesquelles partisans et adversaires du nouveau président examineront à la loupe les capacités de négociation et de force de persuasion du nouveau locataire de l'Elysée.

K. B.-A.

L'EUROPE A VOTÉ
HOLLANDELa commune
de Bruxelles,
ou la chute
d'un apprenti
sorcier

Les Français ont, par le choix d'installer Hollande à la tête de l'Etat, voté pour la France et pour l'Europe.

L'opinion publique européenne, lassée des lois du marché, des choix toujours ultralibéraux de la Commission Barroso (gouvernement économique de l'UE) en définitive et laminée par la crise, espère que le social-démocrate Hollande infléchira la ligne de la dure Merkel, la chancelière allemande.

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

Et permettre aux citoyens de plus en plus nombreux en Europe qui n'en peuvent plus des plans de rigueur, de la non-croissance, de l'orthodoxie financière et du chômage, de reprendre leur souffle, de marquer une pause, de se poser quelques mois ou quelques années. Il est vrai que le moteur franco-allemand, en fait, la colonne vertébrale de l'Union européenne, a imposé à la zone euro et à l'ensemble de l'UE un rythme et une cadence infernaux. Merkel et Sarkozy, soutenus par le marché, la haute finance et les Bourses, ne jurent que par l'argent, les richesses, les réductions d'impôts et la remise en cause de la solidarité nationale. Posture droitiste et ultralibérale doublée chez le président français, de forts sentiments xénophobes, à la lisière du racisme, entre les deux tours de la campagne présidentielle française, Marine Le Pen éliminée, avait du mal à faire la différence entre les propos de Sarkozy et ceux de n'importe quel dirigeant d'extrême droite.

Sarkozy a libéré les fantômes de France que le cordon sanitaire républicain, consensus démocratique transversal, regroupant les gauches et les droites, maintenait à l'écart. L'ex-président français a fait franchir à la France le Rubicon. Il est désormais banal en République française d'être raciste, d'insulter les Arabes, les musulmans, les métèques.

Il est vrai, cependant, que le reste de l'Union européenne a eu besoin de N. Sarkozy pour s'adonner au racisme, à la haine de l'autre, à l'immigré, au basané, au Maghrébin, au Sahélien, au Noir, à l'Africain. Partout en Europe, comme du temps jadis, des hommes et des femmes se lèvent et disent ouvertement et politiquement ces positions. Aux Pays-Bas, en Hongrie, en Autriche, en Danemark, en Italie, en Grèce. Le changement intervenu en France est-il de nature à inverser la tendance ? Nous verrons bien. Pour l'instant, l'Europe des valeurs, de la morale savoure la chute d'un apprenti sorcier.

A. M.

Que fera Hollande des relations conflictuelles
de la France avec l'Algérie ?

Moins d'arrogance et moins de paternalisme, c'est en tout cas ce qu'espèrent les Algériens avec l'arrivée de Hollande à la tête de l'Etat français. Plus de considération aussi pour la communauté algérienne en France, la plus forte numériquement et la plus ancienne.

Quant aux autorités algériennes, elles vont être maintenant en attente de la mise en œuvre de «relations privilégiées» comme l'ont déclaré les ténors du PS (y compris François Hollande) lors de leurs dernières visites à Alger.

Le président Abdelaziz Bouteflika n'a pas attendu pour féliciter le nouveau président français. Rien de bien anormal, sauf dans la rapidité du message envoyé dès la publication des résultats. Il est vrai que l'échec de Sarkozy n'a pas dû déplaire aux autorités algériennes.

Les relations bilatérales, déjà historiquement empoisonnées par le passif colonial que la France n'a jamais voulu clairement assumer et par de nombreux autres dossiers litigieux, se sont encore détériorées au cours du mandat Sarkozy, notamment dans sa deuxième moitié d'exercice.

Alger, qui n'a jamais eu de scrupules à soutenir un président de droite, Chirac puis Sarkozy, ne pouvait continuer dans sa lancée : la loi de février 2005 sur les bienfaits de la colonisation, d'une part, et l'enterrement, en décembre 2007 (après l'arrivée de Sarkozy aux commandes) du

traité d'amitié initié par Chirac, d'autre part, ont considérablement alourdi, pour ne pas dire empoisonné le climat entre les deux pays. Il n'en fallait pas plus et pourtant Nicolas Sarkozy a contribué à pourrir davantage les relations et ce, malgré le profit en terme économique, que tirait et tire encore la France de la manne financière algérienne et de ses projets.

Pas de reconnaissance des crimes commis en Algérie et surtout pas de repentance de la France ont été les réponses du président Sarkozy aux demandes des Algériens. Et comme s'il fallait en rajouter encore au mépris de l'histoire entre les deux pays, Sarkozy a tenté, sans résultat il est vrai, de revenir sur l'accord bilatéral de 1968 et d'appliquer aux Algériens les fameux accords bilatéraux de flux migratoire concertés. Il a enfin poussé l'outrecuidance jusqu'à qualifier le pouvoir algérien de quasi menteur dans l'affaire de l'assassinat des moines de Tibhirine. Des relations conflictuelles pour ne pas dire très mauvaises et que le nouveau locataire compte bien changer, mais dans quel sens ?

Il serait illusoire de penser que tout d'un coup la relation franco-algérienne va connaître l'embellie. Hollande va avoir un lourd passif à régler avec l'Algérie, mais d'ores et déjà il a indiqué sa volonté d'assainir ces relations et de «gommer les malentendus».

Certains gestes ne trompent pas comme celui effectué pour la première fois le 17 octobre dernier par François Hollande qui s'était rendu sur le pont de Clichy pour rendre hommage aux

Algériens massacrés le 17 octobre 1961. «Il faut que la vérité soit dite. Sans repentance, ni mise en accusation particulière. Reconnaître ce qui s'est produit. Aujourd'hui, je le fais en tant que socialiste. Ensuite, ce sera sans doute à la République de le faire.»

Pas de repentance mais clairement la volonté de dire ce qu'a été le régime colonial. A propos toujours de cette guerre coloniale, dans une tribune publiée le 19 mars dernier concomitamment par le Monde et El Watan, le désormais président français y déclarait : «La France et l'Algérie ont un travail en commun à mener sur le passé pour en finir avec la guerre des mémoires.»

François Hollande appelle donc de ses vœux une relation franco-algérienne plus apaisée, une nouvelle ère de coopération. C'est le message qu'il a fait porter par ses envoyés en Algérie – Benoît Hamon, porte-parole du PS, Elisabeth Guigou, ancienne ministre PS, Khiari Bariza, vice-présidente du Sénat, et Pouria Amirshahi, secrétaire national du PS, qui se sont rendus en Algérie la semaine dernière.

«Nous avons envie que cette relation se noue et que la page de la diplomatie parallèle de M. Guéant et de M. Sarkozy soit tournée définitivement», a notamment déclaré à Alger Benoît Hamon.

Les Algériens le veulent aussi, assurément. Il faudra du temps, et ne pas, du côté algérien, considérer que les relations entre les deux pays vont tout d'un coup se transformer radicalement.

K. B.-A.